

Arguments pour la lutte sociale

Numéro 69 du 19 mars 2017

Notes politiques du 18 mars 2017

Merkel et Trump.

Mme Merkel, chancelière allemande, est allée voir Trump, et il est évident que ceci s'est mal passé au regard des codes diplomatiques habituels. La présidence nord-américaine attaque l'Allemagne sur deux points : les exportations et les dépenses militaires pour l'OTAN. Sur ce dernier point, l'Allemagne semble disposée à « capituler » en augmentant son budget militaire à 2% du PIB dans les prochaines années, mais ce n'est pas pour soulager le budget US, mais pour ses propres intérêts que Trump affecte de négliger, dans l'espace compris entre Allemagne et Russie notamment.

La crise des relations entre grandes puissances impérialistes est réelle et elle se développe simultanément en Asie et en Europe, tout en conduisant à toujours plus de victimes en Syrie, à Mossoul et au Yémen. En Asie, les États-Unis veulent mettre en place un bouclier anti-missile en Corée du Sud, au prétexte des gesticulations provocatrices du régime de Corée du Nord, bouclier qui vise à neutraliser la dissuasion nucléaire chinoise. Mais le mouvement démocratique et social en Corée du Sud qui vient de renverser la présidente corrompue menace ces projets. En Europe, tout en voulant domestiquer l'Angleterre du Brexit, Trump a lancé une offensive envers l'Allemagne. C'est un élément supplémentaire de crise tant pour l'UE que pour la zone euro, désormais menacée de toutes parts.

Une chose est claire : les budgets militaires sont voués à augmenter, que ce soit par la voie du Brexit et de la dislocation de l'UE ou par la voie de son maintien. La rupture avec l'UE n'est en rien suffisante pour assurer démocratie et souveraineté, comme le démontre chaque jour un peu plus le Brexit. La rupture avec l'OTAN non plus, telle que la revendique notamment J.L. Mélenchon, qui dans le même temps défend le nucléaire militaire et la présence impérialiste française en Afrique. Protectionnisme ou libre-échange, défense européenne commune ou course aux armements chacun pour soi, sont des modalités de la même dérive capitaliste et militariste. **L'union libre des peuples d'Europe, la destruction des armes nucléaires, la libre circulation réelle des personnes avec l'accueil des réfugiés** : ces exigences humaines élémentaires requièrent des gouvernements démocratiques imposés par le monde du travail, contre le capital.

Les candidats à la présidentielle française.

Ce samedi 18 mars le Conseil constitutionnel a validé les 11 candidats à la présidentielle. Dans les hautes sphères du capital et de l'État, il y a conflit entre l'option Fillon et l'option Macron pour prendre la suite de Hollande. L'option Macron est dominante, mais finir de liquider l'option Fillon est risqué car ceci détruirait tout de suite le vieux « parti » du régime de la V^e République, LR, conduisant Mme Le Pen à un score très élevé (plus encore que ce que lui donnent les sondages) dès le premier tour. L'opération Macron vise, par le moyen d'un second tour Macron/Le Pen, à réorganiser les bases politiques du régime en formant un nouveau « parti du président », une fois celui-ci élu, à partir des secteurs du PS qui, avec l'appui de Hollande et de Valls, le rejoignent, et à partir de l'explosion de LR. C'est une opération très risquée, qui peut produire l'élection de Mme Le Pen, et qui va sans aucun doute se heurter à la lutte sociale de toutes celles et ceux que Macron veut attaquer dans leurs salaires, leurs emplois et leurs conditions de travail et de vie.

Cette opération n'est envisageable sérieusement par les secteurs dirigeants du MEDEF et de l'État, que par la « grâce » de la division Mélenchon/Hamon. Les meilleures conditions pour que « En marche » absorbe une grande partie du PS auraient été procurées si la primaire du PS avait assuré une candidature Valls : la candidature Mélenchon, principale candidature à gauche, aurait récupéré les restes. Les rapports sociaux réels en ont décidé autrement, se manifestant de manière déformée, mais bien réelle, dans la primaire du PS, faisant donc exister la candidature Hamon et suscitant un mouvement pour l'unité Hamon/Mélenchon, tout à fait réel car n'importe quel travailleur, n'importe quel jeune qui réfléchit voit bien comment les choses se présentent ...

Parmi les autres candidats validés par le Conseil constitutionnel, outre Nathalie Arthaud pour Lutte Ouvrière et N. Dupont Aignant qui avaient leurs signatures de longue date, figurent MM. Asselineau, Cheminade et Lassalle : les deux premiers sont deux ultra-réactionnaires complotistes, et le troisième une personnalité qui peut sembler honnête, mais bien prise en main par un entourage qui l'a déjà conduit chez Bachar el-Assad dont il a apprécié l'accueil ... La multiplication de telles candidatures et le fait qu'il se trouve des élus locaux suffisamment dans le cirage pour les parrainer, atteste elle aussi de la décomposition du régime ...

Par contre, le sauvetage in extremis de la candidature de Philippe Poutou pour le NPA implique que plusieurs dizaines de petits maires divers gauche, apparentés PS ou PCF, ont réagi au dernier moment. Que ceci ait été ou non suscité par tel ou tel secteur politique, cela n'a été possible que par l'inquiétude et la déception devant la partition Mélenchon/Hamon, le refus du scenario qu'elle a pour fonction d'assurer, et le sentiment

démocratique de la légitimité, dans cette situation, de toute candidature ouvrière indépendante.

Le rassemblement de J.L. Mélenchon.

Fort de 70 000 à 130 000 participants, peu importe, le rassemblement dit « pour la VI^e République » convoqué ce 18 mars autour du candidat J.L. Mélenchon est incontestablement un succès, d'ailleurs prévisible et prévu. La question est : pour quoi faire ?

Quand on a, grâce au capital politique de la campagne unitaire de 2012, la capacité d'organiser un tel rassemblement, alors on a aussi la capacité d'imposer l'unité, à son profit d'ailleurs, pour l'abrogation de la loi El Khomri et des contre-réformes de Sarkozy et de Hollande, pour barrer la route à Le Pen, Fillon et Macron. J.L. Mélenchon pouvait l'imposer à plusieurs reprises et s'y est toujours refusé. Par contre, il vient de déclarer que s'il est au second tour, gouverner avec « des socialistes », en modifiant pour ce faire le programme de la « France insoumise », serait tout à fait envisageable. **Refus de l'unité pour nos revendications au premier tour, promesse de l'union autour du président au second tour ...**

Il est évident que la grande majorité des participants à ce rassemblement aspirent, comme des millions d'autres autour d'eux, à une issue politique. Pour étouffer l'expression de ce mouvement réel et faire de leur regroupement une grande messe en faveur d'un seul candidat, autour de trois mots d'ordre (« ré-sis-tance », « pré-si-dent », « dé-ga-gez »), consigne avait été donnée de limiter au maximum (impossible de les proscrire complètement) tout drapeau de partis politiques ou d'organisation du mouvement ouvrier, au profit d'une forêt de drapeaux tricolores, ainsi que de la lettre « phi », qui, comme l'a expliqué le candidat à la fin de son discours, **signifie non « révolution, mais « harmonie »** (l'harmonie censée devoir être apportée par la révolution citoyenne autour de son personnage : entre qui ? entre les classes sociales ?). Les drapeaux ne sont pas ici l'instrument d'une défense de la nation qu'il ne faudrait pas laisser au FN, mais bien le moyen de la censure de toute expression politique indépendante, pour imposer la dimension néo-gaullienne, bonapartiste.

Rien n'est ici laissé au hasard par le noyau dirigeant de la « France insoumise », qui sait que le propre mouvement de la base qui soutient J.L. Mélenchon reflète la recherche d'une issue pour la classe ouvrière et pour les jeunes, et qui veut échapper à tout contrôle démocratique de sa part, ce qui l'a conduit à constituer une organisation verticale, en opposition avec toute pratique de libre débat contradictoire et de confrontation unitaire entre courants et partis. Pendant que Macron vise à imposer un futur parti du président relooké à des larges secteurs issus du PS tout en attachant les syndicats au char de l'entreprise, la « France insoumise », au nom du rejet des vieux partis, viendrait prendre la place de toute ce qui serait sur la gauche de Macron.

Pendant que d'honnêtes militants pensent œuvrer pour la victoire de J.L. Mélenchon aux présidentielles, la « France insoumise » tente de se construire comme machine complémentaire à la victoire de Macron, faisant table rase du mouvement ouvrier organisé. Naturellement, ils n'y arriveront pas. Mais le simple fait de donner cette explication, cette analyse, suscite des cris de rage de la part de militants honnêtes comme de responsables qui le sont moins. Tant pis : le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire pour expliquer, expliquer et encore expliquer, et ceci finit toujours par payer.

Un exemple d'effets de la présidentielle.

On notera, pour finir, dans un champ plus spécialisé, les conséquences intéressantes que cette situation politique est en train de provoquer parmi les organisations et sensibilités issues de l'ancienne OCI (Organisation Communiste Internationaliste, dit, à tort ou à raison, « trotskyste lambertiste »), présentement.

Après avoir expliqué que malgré l'adoption de la loi El Khomri le gouvernement avait quand même été battu, et que les directions syndicales ne sont pour rien dans le fait qu'il n'y ait pas eu de grève générale l'an dernier, le POI (Parti Ouvrier Indépendant), nous annonce dans son journal *Informations Ouvrières* du 16 mars, sous la plume de Michel Sérac, « Comment Le Pen, Fillon, Macron, Hamon continuent Hollande ... » Dans la nuit tous les chats sont gris ! Cela pourrait passer pour du « gauchisme » mais en fait il s'agit de ne pas toucher à la question du pouvoir, de nier toute importance aux élections présidentielles, dans l'espoir de pouvoir continuer à vivoter de journées d'action CGT-FO en journées d'action CGT-FO. L'ennemi principal est Hamon. Pourquoi ? Pas parce qu'il est le fils spirituel de Martine Aubry, pas parce qu'il a mis en œuvre la réforme des rythmes scolaires, pas parce que son revenu universel d'existence soulève de fortes objections, etc., mais parce que l'existence de sa candidature, issue de l'intervention de la base dans la primaire du PS, s'ajoutant à celle de Mélenchon, montre que même dans ces présidentielles la classe ouvrière aurait la capacité, en imposant l'unité, de gagner une bataille, ce qui bouscule l'ordre des choses et les prérogatives des uns et des autres ... Défense de poser la question du pouvoir, tel est le credo de facto du POI, le conduisant à un soutien implicite à Mélenchon, précisément parce qu'il ne veut pas de perspective politique à ce niveau ...

Par contre, le POID (Parti Ouvrier Indépendant Démocratique, dont le journal est la *Tribune des Travailleurs*), depuis fin janvier, mène campagne pour une seule candidature centrée sur la revendication d'abrogation de la loi El Khomri et dénonce la division actuelle comme visant à préparer un second tour Macron/Le Pen, dans lequel bien des forces qui actuellement nous font la leçon contre toute unité avec Hamon pourraient en un tourne-main nous rabattre les oreilles pour qu'on vote Macron (sans doute en scandant « Ré-sis-tance »!!!). Le POID est issu depuis 2015 d'une scission-exclusion,

nationale et internationale, qui, sans avoir pour l'instant conduit ce courant à réexaminer sérieusement sa propre histoire (...l'atteste par exemple le maintien du silence sur la grave question du PT algérien, c'est-à-dire de la Sécurité militaire algérienne ...), l'a dégagé d'un fil à la patte avec l'appareil dirigeant de FO. Il s'est avéré - et ce n'était pas évident - en capacité de percevoir le mouvement réel et les questions réelles des travailleurs et des jeunes sur les présidentielles, et d'en tenir compte. Son journal atteste d'une organisation vivante. C'est une bonne nouvelle.

De part et d'autres de ces positions, on notera des points de vue basés sur des positions théoriques schématisées.

Le groupe qui édite le bulletin *Combattre pour le socialisme*, issu du courant de Stéphane Just (exclu du PCI en 1984), refuse le vote Mélenchon comme « ultra-bonapartiste », s'en tient au vote Hamon (ou « à la rigueur » Arthaud ou Poutou), mais sans espoir : il s'agit seulement de « limiter autant que faire se peut la victoire de la bourgeoisie annoncée. » Effectivement si le vote « ouvrier » se limite aux 15% que les sondages donnent à Hamon (plus Arthaud et Poutou ...), la situation est politiquement très sombre. Ces camarades ont perçu la nature inquiétante de ce qui est en train de se nouer sous le nom de « France insoumise », mais ils veulent qu'une catégorie soit ou blanche, ou noire, sans transition ni dialectique : l'écrasante majorité des forces qui soutiennent Mélenchon relèvent du mouvement ouvrier et aspirent à tout autre chose qu'à fonder un petit parti autoritaire oppositionnel à l'ombre du président Macron. Cette contradiction rend vivante et nécessaire la bataille pour l'unité, qui est donc en même temps une bataille pour la « nature ouvrière » des forces qui soutiennent Mélenchon ! ... aussi pour celle des forces qui soutiennent Hamon, d'ailleurs.

De manière symétriquement inverse, mais similaire dans l'érection de catégories figées en critères définitifs, nous avons notre camarade Denis Collin (site *La Sociale*) pour qui le PS et donc Hamon ont, en totalité, sans nuances, depuis une date qui reste à déterminer (les avis oscillent entre 1914 et 2012), définitivement et une bonne fois pour toute, perdu leur « nature ouvrière ». Denis est embêté car, par ailleurs, Mélenchon ne l'enthousiasme guère, et au final il semble lui aussi s'en tenir à tenter de limiter la défaite annoncée en essayant malgré ses doutes de voter Mélenchon sans conviction. Il fait comme si on lui demandait de reconnaître la « nature ouvrière » de Hamon qui soutient les contre-réformes dans l'Éducation nationale, alors que franchement personne n'a songé à vouloir lui demander une chose pareille !

Ce ne sont pas là des querelles byzantines, mais de vraies questions. On ne peut pas les trancher par l'invocation de catégories métaphysiques telles que « la nature ouvrière » ou « la nature pas ouvrière », mais - comme aux États-Unis lors de la campagne Sanders - par l'analyse concrète du réel, toujours risquée, mais

incontournable, intégrant les catégories telle que la « nature de classe » en tant que moyens de compréhension

Rubrique « on a bien aimé »

Cette semaine, nous signalons l'article suivant « [Les Syriens ont osé faire le printemps dans cette partie aride du monde](#) » par **Mustafa Aljarf** paru dans Libération puis dans A l'encontre le 15 mars dernier à l'occasion du sixième anniversaire du début du soulèvement du peuple syrien contre la dictature. Une excellente réponse à ceux qui ne voient que « complot sioniste, US et islamiste » dans cette tentative de libération d'un peuple qui a longtemps subi. L'auteur était pharmacien à Alep, aujourd'hui il est réfugié à Strasbourg.

Allo Rungis ? La SEMMARIS ne répond plus, occupée par 105 travailleurs sans-papiers

Depuis le 16 mars, 105 travailleurs sans papiers occupent la tour de la SEMMARIS, la société gestionnaire du Marché de Rungis, poumon nourricier de l'Ile de France comme du reste de la France. Appuyés par l'Union départementale CGT du Val de Marne, ils réclament leur régularisation. Ainsi que le souligne la CGT, « le piquet de grève ne sera levé qu'avec la délivrance des documents employeurs nécessaires à la régularisation, ainsi que d'un récépissé temporaire émanant de la Préfecture ouvrant à la carte de séjour d'un an pour chacun de ces travailleurs ».

Depuis les UD Solidaires et FO du Val de Marne ont apporté leur soutien à cette action qui constitue la meilleure campagne anti-Le Pen de cette période électorale : d'une part, par l'illustration que des salariés actifs sont soumis à un régime qui frôle l'esclavagisme, dont les patrons du nettoyage, du gardiennage, de l'agro-alimentaire, de la restauration, du bâtiment, usent et abusent sur cette main-d'œuvre contrainte à faire profil bas du fait de sa situation administrative, d'autre part, par le déploiement de la solidarité syndicale en montrant que le mouvement syndical en prenant le parti de ceux qui sont le plus mal lotis peut développer une mobilisation pour faire reculer les inégalités et l'injustice partout.

Cette mobilisation pointe aussi la responsabilité du gouvernement social libéral étant donné la **scélérate loi Cazeneuve de 2016**, qui constitue un recul sans précédent sur toutes les avancées gagnées par les travailleurs migrants et la CGT depuis 2007-2008. Cette loi rétablit le délit d'usurpation d'identité pour les utilisations d'« alias » et impose un CDI pour l'obtention de la carte de séjour d'un an. Alors que le CDI devient si inaccessible pour des millions de travailleurs français privés d'emploi, comment imaginer un instant que les travailleurs migrants surexploités, et dans la plus grande précarité, puissent ainsi prétendre à un tel sésame pour gagner leur régularisation.

Dans ce domaine aussi, la politique de Hollande, par le biais d'une telle législation, mène à Le Pen. La précarité à la sauce Uber dont Macron prétend généraliser le régime à de larges couches de salariés trouve ici son pendant administratif rendant vulnérable une couche non négligeable du salariat de ce pays.

Aujourd'hui, cette mobilisation a besoin d'un soutien le plus large possible pour s'ancrer. La rédaction d'APLS appellent ses lecteurs à faire adopter des motions de soutien dans leurs syndicats, associations ou partis, à envoyer des délégations sur place, à verser à la caisse de solidarité via la CGT. Plus cette lutte se renforcera, plus la question de son extension pourra être soulevée pour mettre en avant la question de l'égalité des droits et du refus de la précarité, toutes choses âprement combattues par les candidats Le Pen, Fillon et Macron.

OD - 19-03-2017

Pour suivre les événements, voir sur le site de la CGT 94 :

<http://www.cgt94.fr/spip.php?article1643>

Un verdict contre toute la classe ouvrière indienne : 31 travailleurs de l'usine Maruti Suzuki Manesar menacés de peine de mort ou de prison à vie !

Le 10 mars, le tribunal de district de Gurgaon a rendu son jugement dans l'affaire des violences à l'usine Maruti Suzuki Manesar. Il a acquitté 117 travailleurs tandis que 31 autres, presque tous les responsables syndicaux, sont reconnus coupables. Les soutiens syndicaux dénoncent ce verdict comme inique et visant à faire taire tous les travailleurs en Inde. La mobilisation contre celui-ci a vu un arrêt de travail de travail lors de l'équipe de nuit ce samedi 18 mars entre 21H et 22H par 20.000 travailleurs des différentes usines de Maruti, empêchant la sortie de 400 à 500 véhicules. Cette affaire va prendre de l'ampleur car c'est bien d'une nouvelle affaire Sacco et Vanzetti du 21ème siècle dont il s'agit.

Plus d'informations :

- Voir l'article de IndustriALL : <http://www.industrial-union.org/fr/inde-117-travailleurs-acquittes-et-31-condamnes-dans-l'affaire-maruti-suzuki>
- Voir la publication Numéro 30 du Comité Ouvrier International contre la guerre et l'exploitation : https://latribunedestravailleurs.files.wordpress.com/2017/03/coi_30_fr_3.pdf

Pour nous lire régulièrement, suivez notre site

<https://aplutsoc.wordpress.com/>